

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874

CONTINUÉ DE 1923 à 1948

par
EDOUARD CLUNET

par
ANDRE-PRUDHOMME

Rédacteur en Chef :

BERTHOLD GOLDMAN

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris

Sous le haut patronage de

- M. ANCEL, Président de la 1^{re} Chambre civile de la Cour de Cassation.
- S. BASTID, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
- A. BESSON, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
- H. BLIN, Président de Chambre honoraire à la Cour de Cassation.
- R. DROUILLAT, Président de la 2^e Chambre civile de la Cour de Cassation.
- P. GUILLOT, Président de la Chambre commerciale et financière de la Cour de Cassation.
- G. HOLLEAUX, Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.
- P. LEPAULLE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
- P. LOUIS-LUCAS, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Dijon.
- M. MARTIN, Conseiller d'Etat.
- J. MAURY, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Toulouse.
- R. PINTO, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Secrétaire général de la rédaction

PHILIPPE KAHN

Chargé de Recherche

au Centre National de la Recherche Scientifique

EDITIONS TECHNIQUES S.A.

123, rue d'Alésia

PARIS (XIV^e)

1970

TABLE TRIMESTRIELLE

1970 (97^e année). — 1^{re} livraison. — Janvier, février, mars.

Doctrines

- L'harmonisation des législations bancaires, par Christian GAVALDA 5
 Les sanctions économiques contre la Rhodésie, par David RUIZÉ .. 20

Variétés

- Le 3^e Congrès international de l'Arbitrage (Venise, 6-8 octobre 1969), par Philippe FOUCHARD 57
 Colloque international des Juristes européens (Bordeaux, 5, 6, 7 décembre 1969) 62

Jurisprudence

- BULLETIN DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE,
 par H. DESBOIS, Ph. KAHN, Ph. MALAURIE, D. RUIZÉ 66

Contrat.

- Clause pénale. — Résidence en France des cocontractants. — Monnaie de compte : livre-sterling. — Monnaie de paiement : franc français (*Cass. com. 30 avril 1969*) .. 74
 Vente de parts sociales immobilières. — Résidence en France des cocontractants. — Prix. — Paiement. — Monnaie de compte : franc suisse. — Monnaie de paiement : franc français. — Validité (*Cass. civ. I, 4 février 1969*) .. 74

Propriété littéraire et artistique.

- Etrangers. — Œuvres publiées originellement hors de France. — Jouissance en France. — Loi du 8 juillet 1964. — Protection. — Loi applicable (*Trib. gr. inst. Paris, 3^e ch., 15 nov. 1968*) 77

Régime matrimonial.

- Français mariés et domiciliés à l'étranger. — Changement de régime (*Paris, 1^{re} ch., 29 juin 1968*) 69

Traités internationaux.

- Convention franco-algérienne du 23 décembre 1966. — Publication. — Pouvoir du juge d'en demander communication (*Paris, 15^e ch., 18 mars 1969*) 66

- CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE,
 par P. AYMOND, R. DAYANT, Ph. KAHN, J. RIBETTES-TILLHET 91

Divorce.

- Epoux de nationalités différentes. — Femme française. — Domicile commun en Colombie. — Impossibilité de divorcer. — Loi applicable (*Trib. gr. inst. Paris, 4^e ch., 11 mars 1969*) 94

Libre circulation.

Communauté économique européenne. — Travailleurs. — Assimilation du ressortissant communautaire au Français. — Comité d'entreprise. — Eligibilité. — Connaissance de la langue française (<i>Trib. inst. Mulhouse, 9 juill. 1968</i>)	91
---	----

Nationalité.

Originaire de l'Algérie. — Déclaration de nationalité française. — Défaut d'enregistrement. — Conséquences (<i>Cass. civ. I, 17 juin 1969</i>)	92
--	----

Responsabilité.

Transport bénévole. — Dommage subi par le transporté. — Nature de la responsabilité. — Loi applicable (<i>Trib. gr. inst. Dinan, 24 sept. 1968</i>)	95
---	----

Sécurité sociale.

Travailleurs migrants. — Communauté économique européenne. — Règlement n° 3. — Invalidité. — Répartition proportionnelle entre les Etats. — Majoration pour tierce personne (<i>Lyon, 5^e ch., 18 déc. 1968</i>)	98
--	----

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE AUSTRALIENNE, par N. C. H. DUNBAR	100	101
---	-----	-----

Etat étranger.

Reconnaissance. — Statut du Comité National des Français libres pendant la seconde guerre mondiale (<i>Cour suprême Nouvelle-Galles du Sud, 1942</i>)	122	123
---	-----	-----

Etrangers.

Exercice d'une profession. — Admission comme avocat (<i>Cour suprême, Wellington, Nouvelle-Zélande, 3 octobre 1955</i>)	150	151
---	-----	-----

Guerre.

Reconnaissance de l'occupation allemande en Tchécoslovaquie. — Effet des décrets du gouvernement occupant sur les sociétés en territoire occupé (<i>Cour suprême de Victoria, 23 août 1943</i>)	116-	119
---	------	-----

Immunité de juridiction.

Immunité des Etats. — Contrat conclu par l'intermédiaire d'un Etat étranger (<i>Cour suprême de Nouvelle-Galles du Sud, 26 avril 1968</i>)	146	149
Immunité des Etats. — Navires engagés dans le commerce (<i>Cour suprême de Queensland, 14 février 1950</i>)	144	145
Immunité des Etats. — Subdivision politique d'un Etat étranger (<i>Cour suprême de Queensland, 30 avril 1948</i>)	142	143
Immunité des Forces armées étrangères en stationnement. — Rapports entre le droit international et le droit interne (<i>Cour suprême de Nouvelle-Galles du Sud, 22 sept. 1943</i>)	134	135

Souveraineté.

- Limites territoriales. — Pêcheries dans les eaux australiennes. — Fisheries Act, 1952-1967 (Commonwealth). — Pouvoir législatif du Parlement du Commonwealth (*High Court d'Australie, 6 août 1969*) .. 124 127

Testament.

- Codicille fait pendant la deuxième guerre mondiale prévoyant que le paiement des legs dépendait de la déclaration de paix (*Cour suprême d'Australie occidentale, 25 mars 1968*) 152 153

Traité internationaux.

- Conclusion et signature dans un Etat fédéral (*High Court d'Australie, 10 nov. 1936, 19 mai 1939 ; 10 avril 1945, 10 août 1960, Cour Suprême de Nouvelle Galles du Sud, 29 juin 1956*) 102 103

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE.

- par Roger PINTO 154

- Affaires du Plateau continental de la mer du Nord (20 février 1969)** 160

- Affaires du Sud-Ouest Africain (18 juillet 1966)** 158

- La vie de la Cour** 154

Documents**I. — CONVENTIONS INTERNATIONALES PUBLIÉES ET TEXTES LÉGISLATIFS OU RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS EN FRANCE.****Biens.**

- Loi n. 69-992 du 6 novembre 1969 instituant des mesures de protection juridique en faveur des rapatriés et des personnes dépossédées de leurs biens outre-mer (*J.O. 7 nov. 1969*) 167

- Décret n. 69-1006 du 7 novembre 1969 modifiant le décret n. 67-854 du 20 septembre 1967 portant application de la convention franco-cubaine du 16 mars 1967 relative à l'indemnisation des biens, droits et intérêts français à Cuba affectés par les lois et mesures édictées par le Gouvernement révolutionnaire de la République de Cuba (*J.O. 8 novembre 1969*) 169

Etat civil.

- Arrêté du 15 octobre 1969 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 2 (2°) du décret n. 65-122 du 1^{er} juin 1965 portant création d'un service central d'état civil au Ministère des affaires étrangères (*J.O. 31 oct. 1969*) 169

Etrangers (Condition des).

- Ordonnance n. 69-815 du 28 août 1969 modifiant le décret du 12 novembre 1938 relatif à la carte d'identité de commerçant pour les étrangers (*J.O. 5 septembre 1969*) . 170

- Ordonnance n. 69-819 du 28 août 1969 modifiant les articles 550 (1°) et 869 du Code rural (*J.O. 5 sept. 1969*) . 172

Décret n. 69-820 du 28 août 1969 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 7 de l'ordonnance n. 45-2568 du 2 novembre 1945 et dérogeant à différentes dispositions du décret n. 54-72 du 20 janvier 1954 en ce qui concerne l'installation en qualité d'exploitants agricoles de certains ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne (<i>J.O.</i> 5 septembre 1969)	173
Décret n. 69-821 du 28 août 1969 modifiant l'article 20-1 ^o du décret n. 59-286 du 4 février 1959 modifié relatif au statut juridique de la coopération agricole en ce qui concerne les ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne qui exercent en France l'activité d'exploitants agricoles (<i>J.O.</i> 5 sept. 1969)	174
Décret n. 69-822 du 28 août 1969 portant modification du décret n. 65-576 du 15 juillet 1965 relatif aux prêts à long terme consentis par le crédit agricole mutuel pour permettre la réalisation de certaines opérations foncières et immobilières (<i>J.O.</i> 5 sept. 1969)	174
Décret n. 69-823 du 28 août 1969 modifiant l'article 4 du décret n. 58-1293 du 22 décembre 1958 relatif à la constitution et au fonctionnement des tribunaux paritaires et des commissions consultatives des baux ruraux (<i>J.O.</i> 5 septembre 1969)	174
Décret n. 69-987 du 27 octobre 1969 modifiant le décret du 2 février 1939 relatif à la délivrance des cartes d'identité de commerçant pour les étrangers (<i>J.O.</i> 4 novembre 1969)	175
Convention d'établissement et de navigation entre la France et l'Iran signée à Téhéran le 24 juin 1964 (publiée en France par décret n. 69.989 du 28 octobre 1969 (<i>J.O.</i> 5 novembre 1969)	175
Echange de notes entre la France et le Maroc des 23 décembre 1968 et 8 avril 1969 portant interprétation du protocole franco-marocain du 20 mai 1965 relatif aux professions libérales judiciaires et aux activités d'ordre juridique (publié en France par décret n. 68-849 du 1 ^{er} septembre 1969 : <i>J.O.</i> 18 septembre 1969)	180

Impôts et contributions.

Convention entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus signée à Londres le 22 mai 1968 (publiée en France par décret n. 69-1052 du 21 novembre 1969 : <i>J.O.</i> 25 novembre 1969)	182
--	-----

II. TENTES ET TRAITÉS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

Concurrence.

Décision n. 69/240/CEE de la Commission du 16 juillet 1969 relative à une procédure au titre de l'article 85 du traité (IV/26.623 — Entente internationale de la quinine) (<i>J.O.C.E.</i> n. L. 192, 5 août 1969)	196
Décision n. 69/243/CEE de la Commission du 24 juillet 1969 relative à une procédure au titre de l'article 85 du traité C.E.E. (IV/26.267 — Matières colorantes) (<i>J.O. C.E.</i> n. L. 195, 7 août 1969)	222

Bibliographie et Revue des revues	231
Informations	241